

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur le bilan du Conseil européen, l'Union économique et monétaire, la conférence intergouvernementale et l'élargissement européen et sur la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue, Dublin le 14 décembre 1996.

LE PRESIDENT.- Les conseils européens ont au moins un point commun et une caractéristique permanente : c'est qu'on est toujours en retard. Je n'ai jamais vu un sommet où l'on respecte les horaires mais, en général, c'est bon signe.

- Je voudrais d'abord dire "bravo" à la Présidence irlandaise. Ce n'était pas un sommet facile à préparer et on pouvait craindre un manque d'efficacité. La Présidence irlandaise a remarquablement travaillé et remarquablement préparé ce conseil et, grâce à elle, les choses ont progressé comme nous le souhaitions.

- Qu'est-ce qui a progressé ? D'abord l'Union économique et monétaire. Nous avons dans ce domaine bien travaillé, comme il était souhaitable d'ailleurs. L'Euro est maintenant crédible, grâce à un pacte de stabilité et de croissance qui encadre notre monnaie commune et la rend sérieuse. Il est visible, puisqu'on a pu voir les billets qui ont été officiellement approuvés par le Conseil.

- Ce sommet et ce progrès sur l'Union économique et monétaire c'est aussi un succès de la coopération, un succès de plus de la coopération franco-allemande. Chacun sait que sur le pacte de stabilité et de croissance il y avait des divergences de vues, notamment entre l'Allemagne et la France. Bien, ces divergences de vues ont pu être réglées dans des conditions tout à fait satisfaisantes aussi bien pour nos amis allemands que pour nous.

- Tout ceci me permet de dire que je crois que nous avons fait de l'Euro un instrument au service de la croissance future de l'Europe et qui dit croissance dit emploi, donc de l'emploi de l'Europe.

- Le système adopté permettra aussi d'éviter les fluctuations monétaires qui ont coûté si cher, notamment en termes d'emplois, en particulier à la France, dans les années passées. Bref, c'est une bonne réunion qui a eu lieu et de bonnes décisions qui ont été prises en ce qui concerne la réforme monétaire.\

LE PRESIDENT.- (suite sur le Conseil européen)

- Le deuxième sujet important qui a été évoqué, je dirais pour la première fois hors des sentiers battus et pour la première fois de façon réellement approfondie, ce sont les problèmes liés à l'emploi et à la protection sociale.

- Vous savez que nous redoutons, enfin la France en tous les cas redoute, que les effets d'une mondialisation inéluctable, inévitable, si l'on n'y prend pas garde et si l'on ne les maîtrise pas, remette en cause les situations sociales de beaucoup de travailleurs, de beaucoup de citoyens. C'est dans cet esprit que nous avons présenté, dès le début de cette année à Lille pour une réunion du G7 - emploi, un modèle social européen que nous avons défendu devant nos partenaires de l'Union, de façon très systématique, depuis des mois et des mois, et qui a servi de base à la réflexion commune, avec d'autres réflexions naturellement, sur ces problèmes d'emploi

et de modèle social à l'occasion de ce sommet.

- Donc, pour la première fois, on a clairement affirmé que l'Europe avait une identité, que dans cette identité il y avait un modèle social, que ce modèle social devait être confirmé et ne pouvait pas être remis en cause.

- Cela nous a permis d'évoquer les problèmes de formation continue, de formation tout au long de la vie, qui de plus en plus s'imposeront : les problèmes de priorité à l'emploi des jeunes et les problèmes de pactes territoriaux pour l'emploi, selon les propositions faites par la Commission et auxquelles nous souscrivons bien entendu : les problèmes de modernisation de l'organisation du travail, cette organisation du travail comportant notamment la prise en considération des évolutions en particulier sur le temps de travail, cela va de soi, les technologies de l'information et de la communication, enfin bref tout ce qui permet de préciser quelles seront les exigences en matière sociale dans les années qui viennent et d'affirmer une volonté de ne pas remettre en cause ce qui est notre modèle social, c'est-à-dire un modèle reposant essentiellement sur trois principes qui sont : protection sociale contre les aléas de l'existence, le dialogue social et des négociations collectives entre partenaires sociaux et la responsabilité de l'Etat en ce qui concerne la cohésion sociale.

LE PRESIDENT.- (Suite sur le conseil européen) Ensuite nous avons évoqué les problèmes liés à la Conférence Intergouvernementale stricto sensu. Vous savez que Français et Allemands avaient élaboré une lettre commune qui avait été envoyée à la Présidence irlandaise, mais également à nos partenaires. Donc on a trouvé sur la table deux documents, d'une part, le projet de Traité de la Présidence et, d'autre part, la lettre franco-allemande et une exigence, celle de faire une vraie réforme de nos institutions sans laquelle l'élargissement ne pourrait pas se faire. Sur ce point, naturellement, il reste beaucoup à faire. Cette réforme sera conclue, je l'espère, c'est notre volonté commune, lors du sommet d'Amsterdam. Déjà on peut dire qu'un certain nombre de convergences existent. Celles qui sont déjà affichées et celles qui ne le sont pas encore soit parce qu'elles n'existent pas et qu'il va falloir les créer, soit parce que pour des raisons tactiques on ne veut pas encore les confirmer.

- C'est vrai pour le troisième pilier, étant acquis que la liberté de circulation ne peut pas se concevoir sans un renforcement de la sécurité. C'est vrai pour l'élaboration d'un espace judiciaire européen. C'est vrai pour l'harmonisation de nos législations. Pour l'affirmation d'une vraie volonté, c'est un sujet auquel le Chancelier Kohl et moi sommes très, très, attachés, c'est la lutte contre la grande criminalité, le terrorisme, la drogue. C'est vrai dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune, où nous avons tout de même réfléchi et progressé dans notre réflexion sur les moyens de rendre le processus de décision plus efficace. C'est vrai pour la création d'une nouvelle fonction, qui n'est pas encore parfaitement arrêtée, s'agissant d'un responsable de cette politique extérieure et de sécurité commune. C'est vrai pour la mise en oeuvre d'un outil de planification et d'analyse européen. C'est vrai pour le principe, même si les modalités ne sont pas encore arrêtées, d'un rapprochement nécessaire entre l'Union européenne et l'Union de l'Europe occidentale. Enfin, sur les institutions stricto sensu, la Commission, le Parlement, la Haute Cour, les coopérations renforcées, pour lesquelles il reste encore beaucoup à dire et à faire mais sur laquelle on voit maintenant se décider assez clairement les contours d'un accord possible à Amsterdam. Donc il faudra maintenant que la Présidence néerlandaise, et je ne doute pas de sa capacité naturellement et de sa volonté de le faire, donne tout ce dont elle est capable pour que tout ceci permette d'aboutir à un accord définitif à Amsterdam.

LE PRESIDENT.- (Suite sur le conseil européen) Deux mots encore, sur deux sujets importants. La drogue en premier, dont nous avons parlé. D'abord vous savez qu'il y avait un projet qui avait été présenté, qui avait été accepté par 13 Etats et pour lequel deux Etats avaient fait des réserves, la France qui le trouvaient trop modeste et les Pays-Bas qui le trouvaient trop ambitieux. Nous avons décidé de lever nos réserves, les Pays-Bas et nous, et donc d'adopter le texte. Mais j'ai précisé que, pour moi, ce n'était qu'un premier pas très modeste dans une direction qui devrait être poursuivie et deuxièmement que, pour autant, naturellement, cela ne me permettrait pas de lever mes réserves pour ce qui concerne les contrôles terrestres de l'espace Schengen. Donc je ne bougerai pas pour autant en ce qui concerne la frontière du Nord

Donc je ne suggère pas pour autant en ce qui concerne la monnaie de l'euro.

- Deuxièmement, nous avons consacré l'ensemble du déjeuner, qui était le déjeuner maintenant traditionnel entre les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union et ceux des 11 pays candidats, au problème que posent la grande criminalité, le terrorisme et la drogue et à la nécessité de créer un espace européen qui nous permette de nous prémunir contre les dangers de ces dérives.

- Je suis intervenu au cours de ce déjeuner pour dire que pendant très, très longtemps, l'Europe avait été confrontée à un drame, qui était la guerre.

- Depuis quelque temps, à la fois l'effondrement des idéologies et du communisme et la volonté de faire l'Europe ont permis de rejeter ce danger. N'oublions jamais que l'Europe, la première justification de la construction européenne et c'est pour cela que son élargissement est nécessaire, la première justification de l'Europe, avant toutes les autres, c'est la paix. C'est de rendre la guerre impossible. Je crois que, petit à petit, cet objectif que l'on a un peu oublié au fil des ans parce qu'il y a longtemps que l'Europe est en paix maintenant, mais qui tout de même reste un objectif majeur, central, cet objectif nous sommes en train de l'atteindre.

- Mais comme toujours lorsqu'il s'agit des hommes, dès qu'un danger est écarté un autre arrive. Nous voyions bien que le danger, pour les années qui viennent, en Europe, n'est plus celui de la guerre mais celui de la grande criminalité, de la corruption, de la drogue et du terrorisme. La grande criminalité et le terrorisme cela suppose des moyens très importants, des moyens pour agir, des moyens pour corrompre, des moyens pour s'enrichir et ceci, naturellement, ne peut être trouvé que dans l'exploitation de la drogue dont la production augmente considérablement, notamment pour les drogues dures en ce moment et ceci aussi pour les drogues d'origine végétale que pour les drogues d'origine chimique. C'est donc un très, très grand danger et j'ai dit à tous nos partenaires, à nos onze partenaires candidats que l'une des tâches essentielles qui devrait être assumée dans le cadre de l'élargissement serait d'essayer d'harmoniser suffisamment nos législations et de nous doter des moyens, comme le souhaite le Chancelier allemand, notamment grâce à Europol, des moyens suffisants pour pouvoir éradiquer ce danger majeur qui pour le moment se fait de plus en plus pressant. Je dois dire que ceci a semblé être partagé par la très grande majorité des participants à ce déjeuner.\

LE PRESIDENT.- (Suite sur le Conseil européen) Le deuxième point, c'était l'élargissement. Nous avons confirmé naturellement que les négociations commenceraient six mois après la fin de la CIG donc si nous réussissons à Amsterdam, et on peut le penser, cela commencera au Conseil de Luxembourg en décembre 97. Nous avons confirmé aussi qu'au départ tous les candidats partaient sur pied d'égalité et qu'ensuite la procédure prévue, et que vous connaissez, serait normalement appliquée.

- Si bien que je dirai en conclusion que Dublin a renforcé l'image de la nouvelle Europe qui se dessine, toute changeante au fil des ans.

- C'est un grand projet monétaire qui prend corps et qui devrait nous donner une capacité d'échanges internes et de présence extérieure considérablement accrue au service, je le répète, de la croissance et au service de l'emploi. Il nous reste encore des problèmes à régler notamment les modalités de mise en oeuvre du pouvoir politique face au pouvoir monétaire mais sur ce point nous sommes à peu près d'accord.

- Cette nouvelle Europe qui se dessine voit ses institutions qui vont se réformer et devenir à la fois plus modernes, je l'espère plus démocratiques, sans aucun doute plus efficaces et en tous les cas mieux adaptées à une Europe élargie.

- Nous voulons une Europe qui soit capable de se défendre, qui soit capable d'intervenir lorsque ses intérêts sont en jeu à l'extérieur, qui soit capable de défendre une certaine idée des droits de l'homme et de la dignité des hommes.

- Nous voulons une Europe qui ait une action extérieure à la mesure de son importance.

- Nous voulons enfin, je dirais, et surtout une Europe qui défende le modèle social qui est le sien et qui ne laisse pas ses citoyens subir des conséquences d'une mondialisation qui, je le répète, doit être maîtrisée.

- Voilà, en gros, ce qui a été fait à Dublin. Je vous remercie et je répondrai volontiers à quelques questions.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez dit vous-même que la question du gouvernement économique de l'Europe restait à régler. Vous avez aussi dit que vous étiez plus ou moins d'accord là-dessus. Est-ce que vous pouvez nous préciser un petit peu sur quoi pourrait se faire cet accord parce qu'au premier regard on pourrait imaginer que ce sommet de Dublin a consacré ce que souhaitait notamment l'Allemagne, à savoir le pacte de stabilité, mais ce que souhaite la France n'est peut-être pas encore acquis ?

- LE PRESIDENT.- Permettez-moi de vous dire que la France souhaitait autant que l'Allemagne le pacte de stabilité. Ce que la France souhaitait c'était d'une part un pacte de stabilité qui soit également un pacte de croissance, c'est ce qui a été accepté par nos amis allemands, qui n'étaient pas, je dois le dire, hostiles à cette idée, et ce que la France voulait c'est qu'il n'y ait pas d'automatisme. C'est-à-dire que le pouvoir politique conserve la responsabilité de se prononcer et éventuellement de sanctionner. Et c'est là, c'est vrai, que nous avons avec nos amis allemands une divergence de vue. Nous n'acceptons pas l'automatisme. Eh bien on n'a pas l'automatisme et c'est ce que nous souhaitons mais sur le pacte, lui-même, nous étions tout à fait favorables. J'ai toujours dit que, pour moi, les critères de convergence étaient une nécessité comme les glissières de sécurité sur une route de montage. Donc nous n'avions pas de divergence de vue à ce sujet. Naturellement on discutait sur un 0,1 % ici ou un 0,2 % là. Ce que nous voulions c'était rester dans le système de Maastricht, en revanche ce que nous ne voulions pas accepter c'était un automatisme qu'au départ certains Allemands souhaitaient et il n'y a pas d'automatisme.

- Quand au pouvoir politique, ça c'est un problème qui ne pose pratiquement aucune difficulté, sur lequel nous n'avons pas de divergence de vue, ni d'ailleurs avec les autres Européens, c'est-à-dire qu'en réalité, sous une forme indéterminée, le Conseil des ministres, mais surtout le Conseil des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays qui seront à l'intérieur de l'Euro, constitueront ensemble le pouvoir face à la banque centrale européenne. C'est cette instance qui verra le gouverneur, qui discutera avec lui, qui lui donnera son sentiment. C'est à ce niveau que se fera le dialogue, exactement comme entre le gouvernement français et la Banque de France, le gouvernement allemand et la Banque d'Allemagne, le gouvernement américain et le système fédéral de réserve.

- QUESTION.- Peut-on dire maintenant, après ce qui s'est passé à Dublin, que l'arrivée de l'Euro est irréversible ?

- LE PRESIDENT.- Très honnêtement je le crois. Je ne vois pas très bien ce qui pourrait maintenant le remettre en cause. Le problème sera de savoir combien de pays seront dans la première vague qui constituera le premier noyau de l'Euro. Si vous voulez mon avis, je ne citerais pas de nom naturellement, mais il y en aura nettement plus qu'on ne l'imaginait ou qu'on ne l'imagine.\

QUESTION.- Monsieur le Président, votre ministre des affaires étrangères a critiqué le niveau d'ambition du projet de Traité. Est-ce que vous partagez son opinion ? Est-ce que le texte irlandais pourra servir de document de travail de base pendant les six mois à venir ?

- LE PRESIDENT.- D'abord je partage toujours l'opinion de mon ministre des affaires étrangères. Ensuite c'est vrai qu'à un moment donné nous avons tous eu peur, compte tenu de l'importance de la tâche, il n'y a pas longtemps encore, d'arriver avec un travail qui ne nous permettrait pas de conclure. C'est d'ailleurs ce que nous avons évoqué avec la Présidence irlandaise quand le Premier ministre John Bruton est venu me voir à Paris, il y a cinq ou six jours. Je dois dire que la Présidence irlandaise a balayé ces inquiétudes avec une très grande efficacité et une très grande élégance. Je pense qu'ils ont du travailler jusqu'à la dernière minute, à la dernière seconde. Quand on est arrivé, hier, eh bien les choses étaient dans un état et une situation où nous avons pu progresser et faire de ce sommet incontestablement un succès. Nous le devons à la Présidence irlandaise. C'est pour cela que j'ai commencé mon propos en disant "bravo" à la Présidence irlandaise.\

QUESTION.- Monsieur le Président concernant la lutte contre la drogue on a eu l'impression pendant à peu près 24 heures que vous espériez un texte plus fort d'harmonisation de la lutte

contre la drogue. Est-ce que cela a buté ? Est-ce que vous êtes déçu ?

- LE PRESIDENT.- Je n'espérais pas du tout un texte plus fort. Pour dire la vérité, je n'étais même pas convaincu qu'on arriverait au niveau que nous avons atteint, même si celui-ci est bien faible de mon point de vue.

- Ce serait hypocrite de ne pas dire la vérité. La vérité c'est qu'il y a dans l'Union européenne 14 pays qui en gros ont la même conception des choses et des législations à peu près harmonisées, ou en tout les cas qui pourraient être harmonisées très facilement, et puis qu'il y a un pays, la Hollande, qui a une conception totalement différente, une législation différente, une pratique différente et que cela pose un problème majeur. Ils doivent avoir des problèmes intérieurs, je le reconnais bien volontiers, je ne le conteste pas, pour faire bouger la Hollande sur ce sujet c'est excessivement difficile. Je n'ai pas d'autre commentaire à faire là-dessus.\

QUESTION.- Sur les institutions, qu'est-ce qui vous permet de croire que l'on va conclure d'ici le mois de juin prochain alors qu'après neuf mois de négociations il n'y a absolument aucun rapprochement des conceptions quant à l'avenir des institutions européennes ? Est-ce que vous avez senti une volonté commune ?

- LE PRESIDENT.- Vous ne voyiez aucun élément de rapprochement entre les différentes conceptions européennes sur les institutions. Eh bien je vais vous dire ce qui me rend optimiste, c'est que depuis des années je lis la presse et notamment "Libération" (journal de l'auteur de la question) - oui, instructif, généralement bien écrit - et depuis des années je vois que, s'agissant de l'Europe après d'autres sujets, que tout va aller mal, qu'on va se planter et qu'il est impossible que cela marche. Alors j'arrive un peu inquiet, naturellement parce que je suis influençable, aux réunions et puis je m'aperçois que finalement contrairement à ce que l'on imaginait ça marche. Alors je vais vous dire, il y a sans aucun doute encore des divergences de vues, elles existent depuis, vous dites, neuf mois elles sont même plus anciennes, eh bien vous verrez, moi, je vous dis que, contrairement à ce que je lirai dans "Libération", ça va marcher et on verra qui a raison.\

QUESTION.- Monsieur le Président, si on peut évoquer la succession de M. Boutros Boutros-Ghali, on a le sentiment qu'après une diplomatie cajoleuse qui vous a précédé, on a le sentiment qu'aujourd'hui il vous revient de toujours mettre en adéquation la diplomatie française avec les pressions internationales, notamment américaines. Est-ce que vous avez le sentiment que cela a joué dans cette affaire ?

- LE PRESIDENT.- Non, je ne ferai pas sur ce point de commentaire. Chacun sait que je considère que le Secrétaire général ne méritait pas le sort qu'on lui a réservé, qu'il était un bon Secrétaire général, qu'il avait fait beaucoup de choses et que son actif était impressionnant dans tous les domaines, y compris dans le domaine de la réforme de l'ONU qu'il avait engagée et qui est bien nécessaire, je le reconnais.

- Pour des raisons qui leur appartiennent les Américains en ont jugé différemment et ont considéré qu'il fallait le changer. Vous savez très bien que quand un pays qui a le veto prend une décision de cette nature par définition il la conduit à son terme. C'est ce qui s'est passé.

- A partir de là, nous avons pensé que ce qui était important c'est d'avoir un Africain pour ne pas humilier une deuxième fois l'Afrique qui déjà n'avait pas énormément apprécié cet ostracisme à l'égard de M. Boutros-Ghali.

- On a de nouveau un Africain. Je pense que l'Assemblée générale qui doit encore voter ratifiera la décision du Conseil de Sécurité et je souhaite bon vent à M. Kofi Annan qui est francophone ce qui pour moi était important.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais revenir à ce qui fait quand même la "Une" de tous les journaux c'est-à-dire le choix des billets européens. J'aimerais avoir votre sentiment personnel sur cette sélection et vous demander aussi si vous n'avez pas eu en les voyant un petit, peut-être, pincement au coeur en vous disant que dans quelques années ces billets là remplaceraient selon toute vraisemblance le Franc ?

- LE PRESIDENT.- Oui. Vous savez, j'ai eu un pincement au coeur quand j'ai vu les nouveaux billets français il y a quelques temps. Je ne ferais pas de commentaire puisque je n'étais pas à l'origine de cette décision. Donc du coup j'étais vacciné.

- Je trouve que le choix qui nous a été proposé - nous avons été consultés il y a un mois je crois -

- Je trouve que le choix qui nous a été proposé - nous avons été consultés il y a un mois je crois - est assez bon, que ces billets sont assez jolis.

- Le Chancelier Kohl a fait une remarque qui est pleine de bon sens, comme tout ce qu'il dit, il a tout de suite remarqué que les couleurs n'étaient pas assez vives et comme il y a beaucoup de billets et qu'il y a des personnes qui n'ont pas une très bonne vue, notamment parmi les personnes âgées, il a souligné qu'il fallait que les couleurs soient plus vives pour que les gens qui n'ont pas une bonne vue puissent éviter de faire des confusions.

- A partir de là il y a un débat qui n'est pas clos mais sur lequel j'ai une petite idée, le Premier ministre britannique a indiqué qu'il trouvait qu'on aurait pu réserver une partie du billet à un signe national. C'est-à-dire que le billet aurait pu être par exemple aux trois quarts européen et un quart ou un côté national. Ce qui en soi partait d'un bon sentiment.

- Moi je ne suis pas favorable à cette hypothèse pour une raison très simple c'est que la France est un pays de tourisme, nous avons un très grand tourisme européen qui vient en France des pays du Nord, de l'Allemagne, d'Angleterre, il y a énormément de touristes, c'est vrai un peu pour le Portugal et l'Espagne aussi naturellement et l'Italie. Alors cela veut dire que très rapidement nous aurions en France, et notamment au sud de la Loire, uniquement des billets à l'effigie suédoise, allemande, etc. et on n'aurait plus de billets à l'effigie française qui eux se trouveraient ailleurs si bien qu'au total et quand on y réfléchit il me semble qu'il est plus normal d'avoir des billets uniques pour tout le monde plutôt que nous trouver, nous, avec des billets qui soient systématiquement marqués par des signes étrangers.\

QUESTION.- Monsieur le Président, avez-vous eu l'occasion de recueillir l'avis de vos partenaires européens sur la réforme de l'Alliance atlantique ? Où en est-on de l'identité européenne de défense et de l'attribution d'un rôle effectif à l'UEO ?

- Deuxièmement, quelle est votre analyse de la menace qui pèse sur le processus de paix au Proche-Orient dans l'esprit de la Conférence de Barcelone ?

- LE PRESIDENT.- Cela ce ne serait plus une conférence de presse, ce serait une conférence tout court que je ne ferai pas. Le processus de paix chacun connaît les inquiétudes qui sont partagées par tous les membres du Conseil européen. Nous souhaitons ardemment que le processus de paix reprenne et pour le moment nous ne voyons pas de signe tangible qui nous permette d'espérer mais les risques que reprennent, à défaut du processus de paix, la violence et le terrorisme, ces risques ne sont pas nuls. Il faut que chacun en ait bien conscience quelle que soit sa place sur l'échiquier moyen-oriental.\

LE PRESIDENT.- (Suite de la réponse) Quant à la réforme de l'OTAN il y a, dans l'état actuel des choses, une position commune Angleterre - Allemagne - France qui nous permet d'avancer de façon satisfaisante mais aucune décision n'est encore prise. Je lisais, ici ou là, la France est entrée dans l'organisation militaire de l'OTAN, c'est étonnant ce que l'on peut lire ici ou là, etc., est évidemment dépourvu de tout sens. D'ailleurs si c'était vrai cela se saurait.

- En réalité, la France est tout à fait prête à entrer dans une nouvelle Alliance avec un système qui comprenne une identité de défense européenne suffisamment forte pour que ce soit l'intérêt de notre pays que d'y entrer. De ce point de vue les Européens dans leur ensemble, et notamment les principaux, partagent le même sentiment mais enfin les choses ne sont pas encore faites et donc je ne préjugerai pas de leur résultat. Résultat qui théoriquement devrait intervenir à l'occasion du premier jour de la réunion du sommet de l'OTAN qui aura lieu je crois, à Madrid, dans les premiers jours de juillet.

- Quant à l'UEO, vous connaissez ma position, mais je dois dire que je suis un peu en flèche dans ce domaine parmi les Européens. Je suis pour un rapprochement beaucoup plus important de l'Union européenne et de l'UEO.\

QUESTION.- Vous avez reçu Mme Ciller, le ministre des affaires étrangères turc, que pensez-vous de l'élargissement de l'Union européenne ? Est-ce que la Turquie sera dans le premier cercle de l'élargissement ?

- LE PRESIDENT.- La France a d'excellentes relations avec la Turquie depuis longtemps et souhaite les conserver. Nous ne trouverons pas du tout étonnant que la Turquie moderne souhaite être d'une façon ou d'une autre dans l'Union européenne, même si la majeure partie de

son territoire se trouve en dehors de l'Europe. Donc nous n'avons de ce point de vue aucune espèce de réserve.

- Alors chacun sait qu'il y a des problèmes qui ne sont pas négligeables. Il y a une tension avec la Grèce que nous souhaitons beaucoup essayer d'améliorer. La Grèce étant à l'intérieur et bénéficiant d'un droit de veto, comme tous les membres de l'Union européenne, cela pose des problèmes. Vous savez que la situation de l'emploi dans l'ensemble de l'Europe est telle que certains craignent les conséquences de la liberté de circulation. Donc ceci, je le disais tout à l'heure à Mme Ciller, doit être également examiné avec pragmatisme. Il y a des problèmes à régler. Vous savez que la France était le pays qui s'est le plus engagé pour convaincre la majorité du Parlement européen de voter l'accord d'association et nous avons, à partir d'une situation qui n'était pas évidente, fini par avoir gain de cause et moi je souhaite que les liens entre l'Union européenne et la Turquie se renforcent sans cesse selon des modalités qui devront être précisées avec pragmatisme mais se renforcent sans cesse je le dis chaque fois que j'en ai l'occasion à tous nos partenaires y compris à nos amis grecs.

- Je vous remercie.\